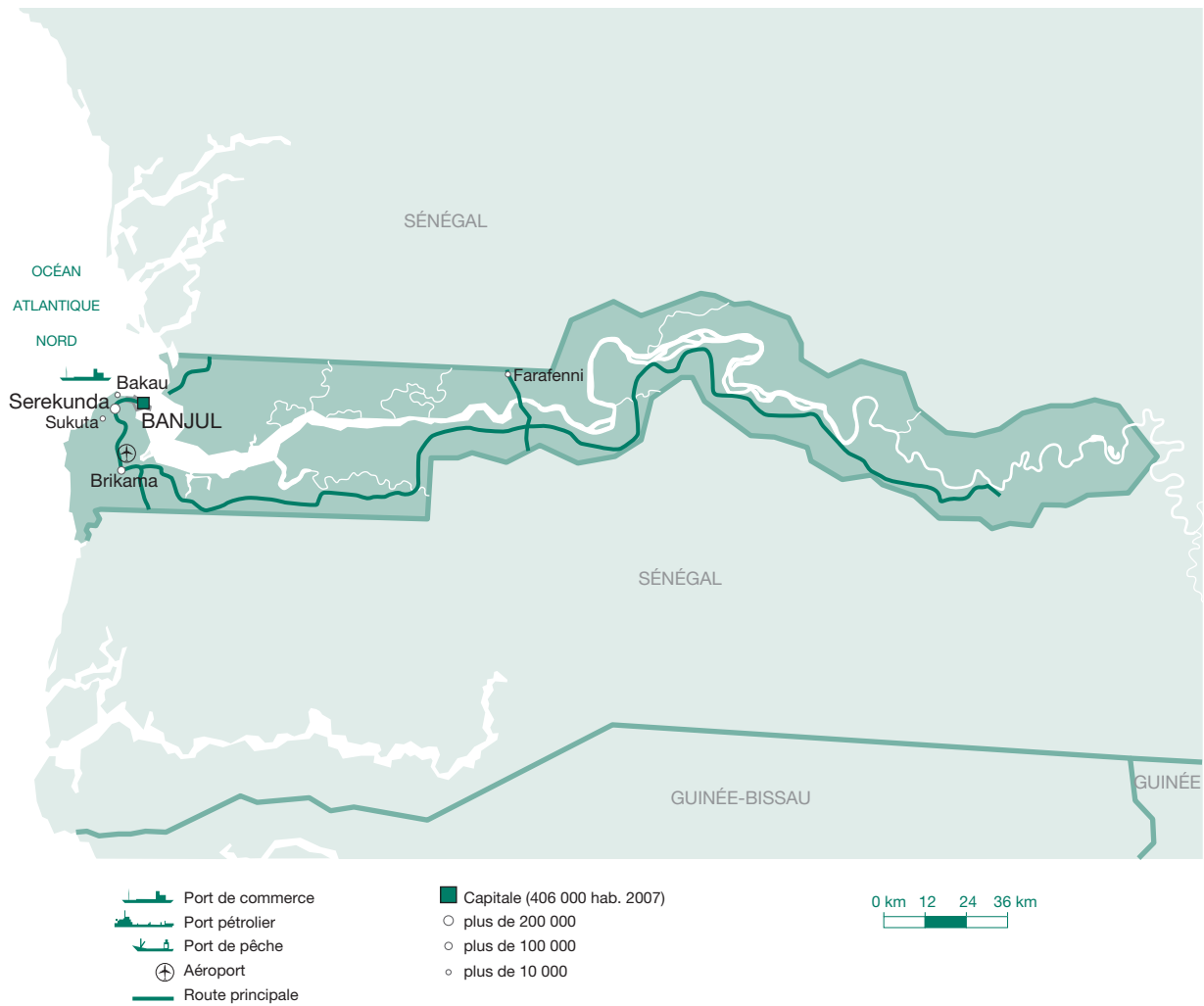




Gambie  
2011

[www.africaneconomicoutlook.org/fr](http://www.africaneconomicoutlook.org/fr)



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

# Gambie

## Vue d'ensemble

---

La Gambie est un pays à faible revenu, caractérisé par un déficit alimentaire structurel, mais a réussi à obtenir des taux de croissance relativement élevés au cours des trois dernières années. En 2010, la croissance a ralenti à 5.4 %, contre 6.7 % en 2009, dans un contexte de crise mondiale affectant toujours les réexportations, le tourisme et les transferts de fonds des expatriés. La croissance devrait connaître une reprise pour atteindre un rythme moyen de 5.6 % en 2011 et 2012. Les bons niveaux des récoltes – notamment de riz – et la progression des secteurs de la banque et de la construction ont tiré l'économie. Le nouveau plan d'investissement agricole national (*Gambia National Agricultural Investment Plan* - GNAIP) vise à améliorer la productivité du secteur agricole.

Le gouvernement est parvenu à maintenir la stabilité macroéconomique en dépit de fortes contraintes externes, telles que la réduction du volume d'aide fourni par les bailleurs internationaux et la contraction des recettes issues des échanges commerciaux, ainsi que l'augmentation des prix du pétrole et des produits alimentaires. La dette – intérieure et extérieure – demeure préoccupante, et son poids devrait s'accroître plus encore dans l'avenir proche. L'inflation est repartie à la hausse au premier semestre 2010. Ceci s'explique en partie par le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale de Gambie, qui a réussi à maintenir l'inflation au-dessous de son objectif de 6 % en portant ses taux d'intérêt à 15 %. En 2011, l'inflation, alimentée par la hausse des cours du pétrole et des denrées alimentaires, devrait s'accélérer au cours du premier trimestre.

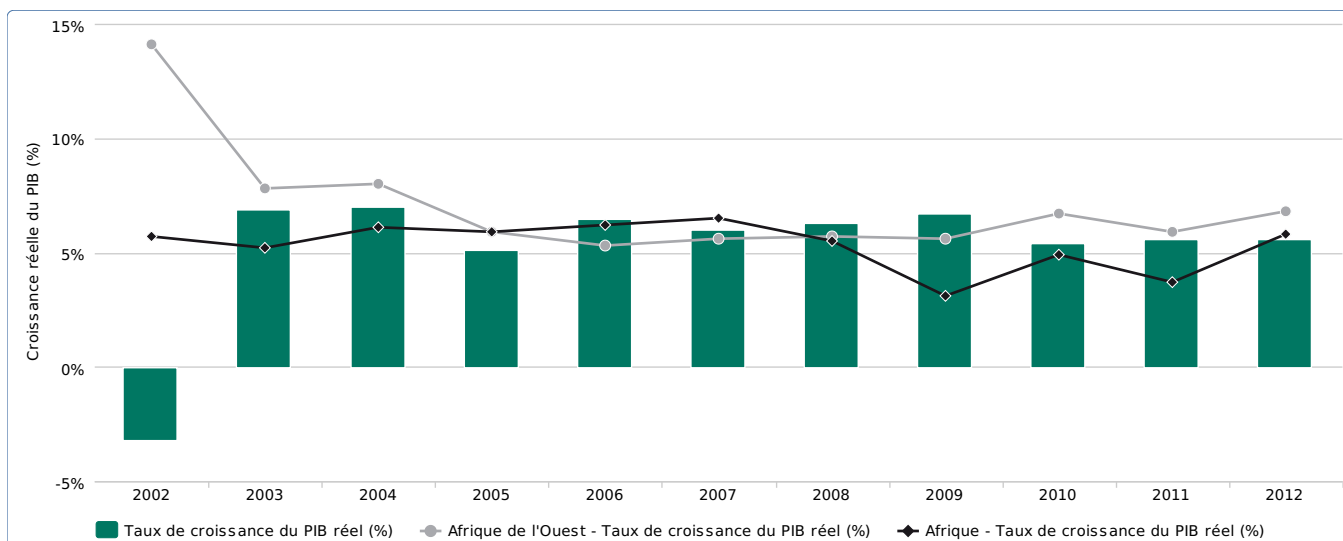
Soutenu par les investissements directs étrangers (IDE), le secteur bancaire se développe. L'intensification de la concurrence et l'accroissement des capacités ont entraîné une augmentation des dépôts et de l'offre de financements. Cependant, une part importante des crédits bancaires a été absorbée par l'État et la demande émanant du secteur privé reste limitée.

Avec l'appui de ses partenaires de développement, le gouvernement a pris une série de mesures destinées à promouvoir le secteur privé, telles que le projet de croissance et de compétitivité (*Growth and Competitiveness Project* - GCP) dédié aux échanges internationaux et à l'investissement étranger, et le GNAIP, visant à améliorer la productivité du secteur agricole. S'il était complété par une réforme agraire et le déploiement d'infrastructures, le GNAIP pourrait être la première étape vers un développement plus large de l'agriculture. Il pourrait également encourager les partenaires de développement à participer plus activement à l'expansion du secteur agricole.

La contribution des partenaires émergents dans l'économie gambienne demeure relativement limitée. Les partenaires de développement traditionnels, parmi lesquels la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque africaine de développement (BafD), conservent un rôle déterminant. Parmi les partenaires émergents, le Taipei chinois reste le plus important, suivi de Cuba et du Venezuela. Par ailleurs, le Koweït exerce une influence croissante.

La situation politique en Gambie a été stable en 2010. L'intérêt pour une réforme des institutions semble cependant faible.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411970>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	6.7	5.4	5.6	5.6
<b>Inflation IPC</b>	4.6	5.8	5.9	6.3
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-3	-2.7	-2.4	-1.5
<b>Balance courante % PIB</b>	-10.1	-12.2	-11.9	-11

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414326>

## Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2010
<b>Agriculture, foresterie, pêche et chasse</b>	28.3	33.2
<b>Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière</b>	-	-
<b>dont agriculture</b>	-	-
<b>dont cultures vivrières</b>	-	-
<b>Mines et extraction</b>	2.4	2.2
<b>Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique</b>	-	-
<b>dont pétrole</b>	-	-
<b>Industries manufacturières</b>	6.9	4.6
<b>dont hydrocarbure</b>	-	-
<b>Electricité, gaz et eau</b>	1	1.4
<b>Electricité, eau et assainissement</b>	-	-
<b>Construction</b>	4.3	5.8
<b>Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants</b>	27.9	23.2
<b>dont hôtels et restaurants</b>	3.2	2
<b>Transports, entreposages et communications</b>	12.7	9
<b>Transport et stockage, information et communication</b>	-	-
<b>Finance, immobilier et services aux entreprises</b>	10.6	12.2
<b>Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services</b>	-	-
<b>Services des administrations publiques</b>	-	-
<b>Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux</b>	-	-
<b>Administration publique, éducation, santé</b>	5.3	7.9
<b>Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels</b>	-	-
<b>Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels</b>	-	-
<b>Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux</b>	-	-
<b>Autres services communautaires, sociaux et personnels</b>	-	-
<b>Autres services</b>	0.5	0.5
<b>Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs</b>	100	100

**Source** : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415295>

La croissance du secteur agricole a contribué à compenser la baisse du tourisme et des transferts de fonds de l'étranger. L'agriculture est cependant peu avancée sur le plan technologique et en ce qui concerne les mécanismes institutionnels destinés à encourager la productivité, les conditions climatiques constituant de surcroît une variable essentielle. Le secteur est dominé par une production de cultures pluviales à petite échelle, d'arachide à destination semi-commerciale, ainsi que par l'horticulture et la pêche artisanale. Employant environ 70 % de la population active, le secteur a représenté une part de 26.9 % du PIB et de 46.7 % du total des approvisionnements alimentaires en 2010. Cette même année, sur l'ensemble des terres cultivées, 30 % étaient consacrées à l'arachide, principale culture d'exportation, et 18 % au riz. La plupart des foyers possèdent des animaux d'élevage. Entre 2008 et 2010, les récoltes ont été bonnes, et la production a connu une progression annuelle de 11.9 %. Ce chiffre indique que l'agriculture pourrait contribuer de manière plus substantielle à la production de richesses.

Les agriculteurs ont semé davantage de riz au cours des dernières années, mais le pays doit toujours importer ses produits alimentaires de base. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (*Food and Agriculture Organization of the United Nations - FAO*), la Gambie a importé 113 000 tonnes de riz en 2007, soit 67 % du total des céréales importées pour cette année.

La Gambie possède peu de gisements minéraux, et par conséquent, l'activité minière y est minime. Cependant, depuis 2006, des sables minéraux ont été exportés vers la Chine. Par ailleurs, le gouvernement a récemment attribué des concessions d'exploration offshore et onshore.

L'industrie, qui a représenté 11.8 % du PIB, a progressé de 12.3 % en 2010. Les crédits bancaires au secteur de la construction, traditionnellement alimentés par les transferts de fonds de la diaspora, ont contribué à soutenir la croissance. Peu d'intérêts étrangers sont présents dans la fabrication, qui demeure principalement l'apanage de petites entreprises spécialisées dans la transformation de l'arachide, du poisson et des peaux pour l'exportation et dans l'embouteillage de boissons pour le marché intérieur. Globalement, la fabrication a enregistré une croissance de 5.7 % en 2010.

La croissance des services, un secteur comptant pour 52.8 % du PIB, a marqué le pas, à 2.3 % en 2010, contre 7.2 % en 2009. Ceci s'explique par le fait que le commerce de distribution, l'hôtellerie et la restauration ont reculé dans le sillage de la crise mondiale. Le tourisme, dont la part dans le PIB s'est établie à 12 %, a été particulièrement affecté par cette contraction de l'activité, ses recettes ayant plongé de 27.6 % au cours des neuf premiers mois de 2010 par rapport à la même période de 2009. Le gouvernement se tourne actuellement vers la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) des Nations Unies afin qu'elles aident la Gambie à stimuler le secteur.

Les autorités gambiennes et leurs partenaires de développement ont lancé plusieurs initiatives visant à encourager le renforcement du secteur privé dans l'économie. Le gouvernement poursuit le déploiement de son programme pour l'accélération de la croissance et l'emploi (*Program for Accelerated Growth and Employment - PAGE*), qui a succédé au second Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (2007-2011). Parallèlement, l'Association internationale pour le développement (IAD) de la Banque mondiale a proposé un plan quinquennal de croissance et de compétitivité (*Growth and Competitiveness Project - GCP*), destiné à promouvoir une croissance tournée vers la réduction de la pauvreté et la création d'emplois par le secteur privé.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
<b>Formation brute de capital</b>	7.3	18.2	2.1	0.5	0.5	0.4	0.1	0.1
Publique	7.3	7.5	-12	-7.8	-9	-0.9	-0.5	-0.5
Privée	0	10.8	11.8	5	5	1.3	0.6	0.6
<b>Consommation finale</b>	98.4	96.7	10.3	7.3	6.5	9.7	7.3	6.5
Publique	9.9	9.3	3.1	16.4	3.6	0.3	1.5	0.4
Privée	88.5	87.4	11.1	6.4	6.8	9.4	5.8	6.2
<b>Secteur externe</b>	-5.7	-15	-	-	-	-4.7	-1.8	-1.1
Exportations	31.6	23.7	-8.7	1.2	1.8	-1.9	0.2	0.3
Importations	-37.3	-38.6	8	5.6	3.9	-2.8	-2	-1.4
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	-	-	-	-	-	5.4	5.6	5.6

**Source :** Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416264>

## Politique budgétaire

Les recettes et les dépenses publiques ont diminué en 2010, effaçant les gains enregistrés en 2009. Le total des recettes et des dons s'est établi en baisse, à 18.5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010, contre 19 % l'année précédente, le produit de l'impôt fléchissant de 13.5 % à 13.6% d'une année sur l'autre. Les recettes liées aux échanges commerciaux ont également reculé, le port de Banjul, plaque tournante régionale, ayant perdu en compétitivité. Le coût des subventions aux produits combustibles s'est renchéri avec la hausse des cours du pétrole. En juin, le gouvernement a par conséquent tenté de corriger le déséquilibre en augmentant les prix des combustibles. Par ailleurs, le volume des dons étrangers s'est contracté en 2010, principalement en raison d'un retard dans le déblocage d'une aide budgétaire allouée par l'Union européenne (UE).

La part du total des dépenses et des prêts nets par rapport au PIB est passée de 22 % en 2009 à 21.2 % en 2010. Les dépenses en capital se sont établies à 6.3 % en 2010, contre 7.5 % l'année précédente, et cette réduction devrait se poursuivre, respectivement estimée à 5.4 % et à 4.6 % cette année et l'an prochain. Le gouvernement a revalorisé les traitements des fonctionnaires de 20 % environ.

En 2010, le déficit budgétaire global s'est réduit, se limitant à 2.7 % du PIB, contre 3 % l'année précédente. En 2011 et en 2012, les prévisions s'établissent respectivement à 2.4 % et à 1.5 %.

Le poids total de la dette gambienne est considérable. La dette intérieure et extérieure cumulée a atteint 54.9 % du PIB en 2010. La seule dette intérieure a représenté 25.3 % du PIB, au-dessus du plafond de 25 % fixé après la réduction de dette accordée en 2007, dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) pour les pays pauvres très endettés (PPTE).

Malgré le recours à l'emprunt pour financer la dette, principalement au travers de prêts à court terme, les rendements du marché monétaire ont enregistré un recul lié à une perte de confiance chez les investisseurs dans la capacité du gouvernement à maîtriser le risque souverain. La charge du service de la dette devrait s'alourdir cette année et la situation pourrait être aggravée par des retards dans le versement de l'aide budgétaire fournie par l'UE.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Recettes totales (avec dons)</b>	14.3	17.8	16.3	19	18.5	18.2	17.8
Recettes fiscales	9.8	14.8	13.7	13.6	13.5	14	14
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	3	0.9	1.1	4	3.1	2.8	2.4
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dépenses totales (et prêts nets) (a)</b>	17.4	17.7	18	22	21.2	20.6	19.3
Dépenses courantes	12.4	12.6	13.9	14	15	15	14.6
Sans les intérêts	8.9	8.6	10.8	11.2	12	11.9	11.6
Salaires	3.7	3.3	4.3	4.6	5	4.9	4.8
Biens et services	4.8	5.3	6.5	6.5	6.9	7	6.8
Intérêts	3.5	4	3.1	2.9	3	3.1	2.9
Dépenses en capital	5.3	4.7	3.7	7.5	6.3	5.4	4.6
<b>Solde primaire</b>	0.4	4.1	1.4	-0.1	0.3	0.7	1.5
<b>Solde global</b>	-3.1	0.1	-1.7	-3	-2.7	-2.4	-1.5

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

**Source :** Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417233>

## Politique monétaire

La Banque centrale de Gambie a concentré ses efforts sur le maintien de l'inflation au-dessous de son objectif de 6 %. La hausse des prix s'est établie à 5.8 % en 2010, contre 4.6 % l'année précédente, ceci s'expliquant par la croissance de la masse monétaire et l'accroissement des prix énergétiques et alimentaires. En réponse à cette recrudescence de l'inflation au second semestre 2010, la Banque centrale a relevé son taux d'escompte d'un point à 15 % début septembre. L'inflation des denrées alimentaires a bondi de 2.9 % en décembre 2009 à 8.3 % en décembre 2010. Compte tenu du fait que les Gambiens dépensent 55 % de leurs revenus en nourriture, l'incidence d'une hausse des prix alimentaires est durement ressentie. Par ailleurs, le Dalasi gambien (GMD) s'est déprécié de 5.7 % en un an.

La politique monétaire est articulée autour de l'objectif intermédiaire du contrôle de la masse monétaire au sens large, les réserves de devises étrangères ressortant au niveau minimal de 125 millions dollars (USD) – un seuil fixé par le critère de performance de la facilité de crédit élargie (FEC) du FMI. Afin de gérer les liquidités, la Banque centrale passe des opérations d'open market par la vente de titres d'État, et a récemment introduit un bon du Trésor à 30 ans. Les taux sur les bons du Trésor à 364 jours sont restés stables à 13 % environ, indiquant une certaine détente des marchés monétaires puisque le taux d'intérêt de référence a lui été rehaussé à 15 %. La croissance de la masse monétaire au sens large a ralenti, passant de 21 à 13.7 % entre juin et décembre 2010.

## Position extérieure

Le coût global des importations est passé de 30.8 % à 31.5 % du PIB entre 2009 et 2010, en raison de la hausse des cours du pétrole et de la dépréciation de la monnaie nationale. Dans le même temps, les exportations ont fléchi de 9.8 % à 9.2 % en raison du recul des réexportations, qui représentent plus de la moitié du total des exportations. Les réexportations ont poursuivi leur baisse avec l'harmonisation tarifaire au sein de la

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et la perte de compétitivité du port de Banjul en tant que plaque tournante logistique régionale suite aux gains d'efficacité des autres pôles portuaires. Le déficit des comptes courants s'est creusé à 12.2 % du PIB en 2010, contre 10.1 % en 2009, et devrait s'établir respectivement à 11.9 % et à 11 % en 2011 et 2012.

La Gambie applique le tarif extérieur commun de la Cedeao depuis 2006, ce qui a eu pour effet d'abaisser le niveau tarifaire moyen de 19 à 14 %. Parce que les tarifs douaniers constituent une source de recettes importante pour l'État, le gouvernement semble poursuivre avec prudence sa politique de réduction des tarifs dans le cadre de l'accord de partenariat économique (APE) entre la Cedeao et l'UE. Le pays fournit un accès préférentiel en franchise de droits aux pays de l'UE, conformément à l'initiative « Tout sauf les armes » dédiée aux 49 pays les moins développés, ainsi qu'aux États-Unis en accord avec la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (*African Growth and Opportunities Act - AGOA*). Pourtant, à ce jour, aucune exportation n'a été enregistrée dans le cadre de l'AGO. Cette absence de résultats de l'AGO montre que les tarifs préférentiels ne suffisent pas à stimuler les exportations gambiennes. La participation de la Gambie au programme de libéralisation des échanges de la Cedeao, qui comporte de multiples avantages pour les exportateurs qualifiés, ne semble pas non plus avoir porté les fruits escomptés. La Cedeao, l'Union européenne et les autres partenaires de développement ont notamment lancé des initiatives visant à améliorer la qualité de l'arachide destinée à l'exportation, conformément aux normes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'excédent des services a régressé à 5.5 % du PIB en 2010, contre 6 % en 2009, principalement en raison d'une baisse de l'afflux touristique européen. Les envois d'argent des travailleurs expatriés et les transferts de fonds publics ont respectivement diminué de 17.3 % et de 15.4 % durant les neuf premiers mois de 2010. Les IDE ont enregistré un recul de 5.3 % dans la même période, après un renforcement important de la présence des banques étrangères l'année précédente.

Les réserves officielles brutes, y compris les droits de tirage spéciaux du FMI, se sont établies à 163.5 millions USD, soit l'équivalent de 5.1 mois d'importations à la fin de 2010, contre 186 millions USD ou 6.4 mois d'importations fin 2009. Cette baisse trouve son origine dans les dépenses d'intervention de la Banque centrale en mai et juin 2010.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

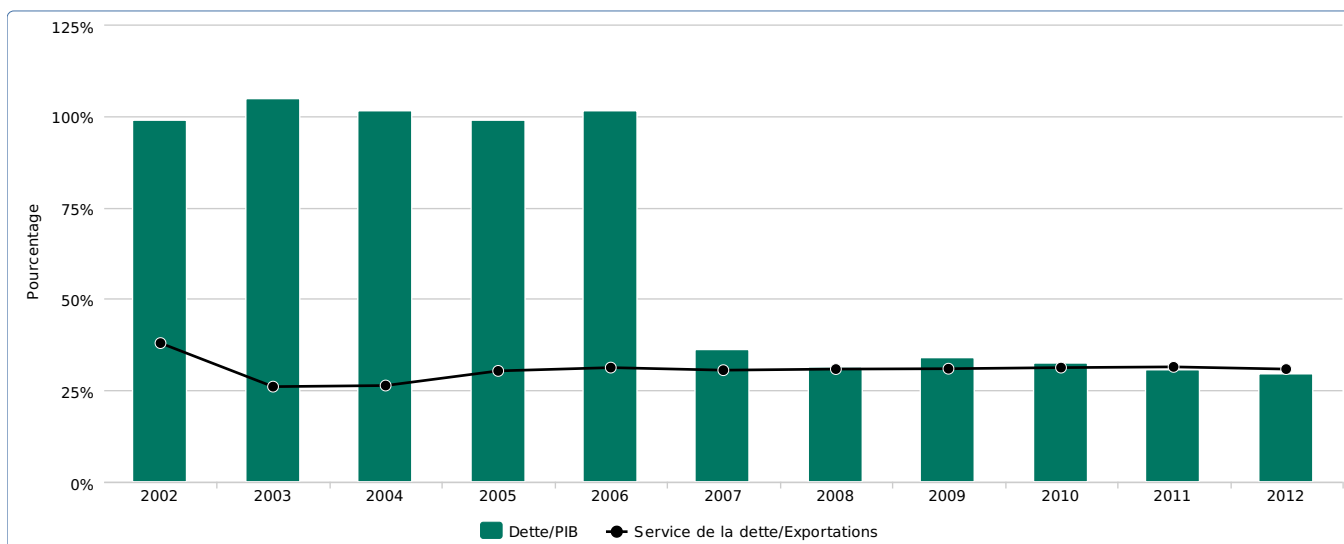
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Balance commerciale</b>	-11.7	-20.8	-21.4	-21	-22.3	-22.4	-20.8
Exportations de biens (f.o.b.)	20.5	11.1	8.4	9.8	9.2	8.6	8.2
Importations de biens (f.o.b.)	32.2	31.8	29.8	30.8	31.5	31	29
<b>Services</b>	5.9	8	6.1	6	5.5	5.5	5.4
<b>Revenu des facteurs</b>	-4.2	-5.7	-4.4	-4.5	-4	-3.5	-3.1
<b>Transferts courants</b>	8	8.7	7.1	9.4	8.7	8.5	7.5
<b>Solde des comptes courants</b>	-1.9	-9.7	-12.6	-10.1	-12.2	-11.9	-11

**Source :** Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418202>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411970>

## Questions structurelles

### Développement du secteur privé

Le climat économique de la Gambie demeure difficile. Dans son rapport *Doing Business 2011*, la Banque mondiale classe la Gambie 146<sup>e</sup> sur 183 pays, accusant un recul de cinq places. Les points problématiques incluent l'inefficacité de la collecte des recettes fiscales et les taux d'imposition élevés. Malgré une récente baisse de 2 % de l'impôt sur les sociétés, les niveaux de taxation effectifs appliqués aux secteurs de la banque commerciale ont été portés à 44.8 % au troisième trimestre 2010. Par ailleurs, les investisseurs rencontrent des difficultés pour obtenir des crédits et faire enregistrer la propriété.

Le secteur bancaire compte au total 14 banques commerciales, contre seulement cinq en 2005, après l'arrivée de groupes étrangers désormais dominants sur ce marché. La banque la plus importante est une filiale locale de l'enseigne britannique Standard Chartered Bank. La première banque majoritairement détenue par des intérêts locaux est Trust Bank. Les banques commerciales sont fortement impliquées dans le financement de la dette publique gambienne, fournissant des fonds tant au secteur public qu'au secteur privé. Durant le troisième trimestre 2009, les institutions de crédit ont perçu davantage d'intérêts provenant du secteur public que du secteur privé. Cette situation a changé depuis, puisque la part des intérêts issus du secteur privé est passée à 58.1 % au troisième trimestre 2010, contre 49.2 % dans la même période de l'année précédente. L'implantation de groupes bancaires étrangers a renforcé la concurrence, et induit une pression sur les coûts avec le recrutement d'un personnel qualifié et le resserrement des marges sur les taux d'intérêt. La marge moyenne sur les taux d'intérêt a en effet été réduite de 8 % en 2005 à environ 6 % en 2010. La liquidité des banques demeure importante compte tenu de leur réticence à prendre des risques à long terme.

Jusqu'en septembre 2010, la ventilation du crédit s'est établie de la manière suivante : la principale part a été accordée au secteur du commerce de distribution (28 %), suivi de l'immobilier (11 %), des transports (8 %), du tourisme (6 %), de l'agriculture (6 %) et de la fabrication (5 %).

L'accroissement de la concurrence a exercé une pression à la rentabilité, et a fait apparaître une augmentation de volume des prêts non productifs. Leur coefficient est ainsi passé de 7.2 % fin septembre 2009 à 16.2 % fin septembre 2010. Le ratio d'adéquation des fonds propres (*capital Adequacy Ratio* - CAR) moyen pondéré en fonction du risque a enregistré une diminution significative, de 33.9 % au premier semestre 2009 à 19.3 % fin septembre 2010. Les mesures des pouvoirs publics visant à imposer des niveaux minimaux de fonds propres aux banques ont cependant permis au ratio d'adéquation des fonds propres moyen de se redresser, pour atteindre 46.3 % vers la fin 2010.

Le secteur de la microfinance se développe également, mais demeure limité, avec un taux de pénétration évalué à 8.5 % fin 2007 et un encours global de crédit de 243 millions GDM pour 144 000 clients fin 2008.

Au-delà du renforcement du secteur bancaire, la Banque centrale est intervenue afin d'instaurer des mécanismes de règlement efficace, notamment un système de règlement brut en temps réel (*Real-Time Gross Settlement System* - RTGS), dont l'introduction devrait être achevée d'ici fin 2011. Le Credit Reference Bureau (CRB), agence publique de notation du crédit fondée en 2009, est également devenu opérationnel, et devrait également aider les banques à suivre et vérifier la solvabilité de leurs clients. Par ailleurs, la Banque centrale opère actuellement avec les partenaires de développement afin d'acquérir une solution d'analyse et de surveillance financières électronique (*Electronic Financial Analysis and Surveillance* - e-FASS) destinée à renforcer ses capacités de contrôle hors site des banques. D'une manière générale, le contrôle des banques est fondé sur l'examen du ratio d'adéquation des fonds propres, du coefficient de prêts non productifs, des résultats, des liquidités et des positions de change nettes ouvertes.

### Autres développements récents

Le gouvernement a mis en œuvre une série de réformes touchant le secteur public : la stratégie de réforme de gestion des comptes publics nationaux (*Gambia Public Financial Management Reforms Strategy*) adoptée en 2010 ; l'actuelle extension du système d'information dédié à la gestion intégrée des finances publiques (*Integrated Financial Management Information System* - IFMIS), visant à améliorer l'administration, le contrôle et la communication en matière de comptabilité publique ; la transition vers le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et la budgétisation fondée sur la performance ; et le renforcement de la direction nationale des impôts (*Gambia Revenue Authority* - GRA). Par ailleurs, les pouvoirs publics projettent de remplacer les taxes sur les ventes par une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) avant janvier 2013, en concertation avec le FMI. Le gouvernement a en outre abaissé l'impôt sur les sociétés de 35 à 33 %, et simplifié le régime de taxation applicable aux revenus locatifs de l'immobilier d'entreprise.

La Gambie demeure fortement à la traîne en matière d'infrastructures. Par exemple, les ponts ne sont pas assez nombreux sur le fleuve Gambie, ce qui constitue un frein majeur aux échanges. L'infrastructure de réseau

internet du pays est couplée au Sénégal afin d'accéder aux capacités du câble sous-marin SAT-3. Le gouvernement s'est engagé dans le projet de câblage sous-marin Africa Coast to Europe (ACE) visant à répondre à la demande accrue de bande passante. Les quatre opérateurs de télécommunication mobile couvrent plus de 90 % du territoire national, et plus de 60 % de la population possède un abonnement.

Dans le secteur agricole, le gouvernement a présenté le plan d'investissement agricole national 2011-15 (*Gambia National Agricultural Investment Plan - GNAIP*) en 2010, afin d'améliorer la productivité par le jeu du marché et l'implication du secteur privé. En 2011, les dépenses publiques allouées à l'agriculture et aux ressources agraires seront multipliées par deux, à 6 % du budget national. Conformément au Programme pour le développement global de l'agriculture africaine associé au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), le GNAIP vise à porter la dotation budgétaire en faveur de l'agriculture à 10 % dans l'avenir. Cependant, le plan ne répond pas aux questions essentielles que constituent la réforme agraire et la sécurisation du régime foncier. Traditionnellement, la propriété agricole est communale, ce qui ne permet pas facilement aux exploitants individuels de recueillir le fruit de leurs investissements. Ceci décourage une utilisation efficace et productive des ressources agraires, avec un effet d'entraînement plus large sur l'ensemble de l'économie. Dans ces conditions, la production alimentaire intérieure a toujours été insuffisante par rapport à la demande. Selon la FAO, la Gambie ne produisait que 46,7 % de sa nourriture en 2007 et seulement 57 % des terres arables disponibles sont réellement cultivées, d'après les estimations. Une réforme agraire et foncière apparaît dès lors comme une condition fondamentale du développement de l'agriculture, dont dépend la majeure partie de la population pour sa subsistance.

Les préoccupations environnementales résident essentiellement dans la déforestation, la désertification et la pollution de l'eau. La déforestation constitue le problème le plus grave, principalement causé par la culture sur brûlis. Malgré une relative amélioration, la contamination des ressources hydriques provoque toujours de nombreuses maladies potentiellement fatales expliquant le taux élevé de mortalité infantile.

## Partenaires économiques émergents

---

La Gambie a noué des partenariats avec les économies émergentes, avec des résultats mitigés à la clé. Par exemple, ses liens avec le Taipei chinois ont affecté ses relations avec la Chine. Le Taipei chinois a offert des lignes de crédit, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la défense. Cuba a également fourni des médecins, des médicaments et des bourses d'études, tandis que le Venezuela a financé des bourses d'ingénieurs et d'équipement universitaire. Les autorités gambiennes ont fait valoir que l'obtention de l'aide issue des partenaires traditionnels constituait un parcours long et complexe, tandis que ce processus était plus simple et assorti d'un moins grand nombre de conditions, voire d'aucune condition, avec les partenaires émergents.

Les organisations multilatérales pour le développement, telles que le FMI, la Banque mondiale, l'Association internationale pour le développement (AID) et les organismes européens, demeurent néanmoins les principaux interlocuteurs du pays, ayant assuré la majeure partie des contributions à l'aide en 2010. Parmi les partenaires émergents, le Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAEB) a fourni 10.4 % de l'aide, la Banque islamique de développement (BID) a contribué à hauteur de 9.3 % et l'apport du Taipei chinois a représenté 6.8 %. Globalement, les pays émergents ont délivré 38.3 % de l'aide internationale en 2010, contre 39.4 % en 2009. Le total de l'aide versée et restant due pour 2010 a atteint 690 millions USD, une progression de 41.7 % par rapport à 2008. Le montant global des prêts étrangers s'est établi à 462 millions USD, en hausse de 31.3 % sur la même période.

Le Koweït est devenu un partenaire plus actif, contribuant financièrement au projet dit de l'University of the Gambia. Le Taipei chinois reste le deuxième partenaire émergent en valeur globale, suivi de Cuba, du Venezuela, de la Malaisie, de l'Arabie saoudite, de la Chine, de la Turquie, de l'Inde, des Émirats arabes unis (EAU), du Pakistan et de l'Iran, selon des critères prenant en compte les liens commerciaux, les IDE, l'assistance technique et les relations diplomatiques. Le gouvernement a par ailleurs rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran en novembre sans fournir d'explications.

## Contexte politique

---

La situation politique a peu évolué au cours de l'année 2010. La mauvaise gouvernance et le manque d'engagement politique en faveur d'une réforme institutionnelle ont continué de faire obstacle aux réformes économiques. Selon l'Indice de gouvernance mondiale de la Banque mondiale 2009, la Gambie était bien classée pour sa stabilité politique, à 53.8 sur une échelle de 0 à 100. En ce qui concerne l'état de droit, son score était de 42.4. Ses autres performances s'établissaient comme suit : 17.1 pour la représentation citoyenne et la transparence ; 31.4 pour l'efficacité des pouvoirs publics ; 42.4 pour la qualité du cadre légal ; 34.8 pour la lutte contre la corruption. Plus la note est élevée pour un critère, meilleure est la gouvernance dans ce domaine. Le score obtenu en matière de stabilité politique - l'un des plus importants parmi les pays d'Afrique de l'Ouest après le Cap-Vert et le Bénin - traduit l'emprise solide du président Yahya Jammeh sur les institutions. Des élections présidentielles doivent avoir lieu au quatrième trimestre 2011. Le président Jammeh est d'ores et déjà donné gagnant, en raison des pouvoirs de patronage du parti aux affaires.

La stabilité politique ne s'est cependant pas accompagnée d'une stabilité gouvernementale. De nombreux remaniements ont en effet sapé l'efficacité de l'action publique. Contrairement à la stabilité politique, l'indicateur de la représentation citoyenne et de la transparence vaut à la Gambie l'un de ses plus faibles scores parmi l'ensemble des critères. Ceci s'explique notamment par la censure permanente des médias.

La corruption demeure également un problème, malgré une campagne de lutte contre les pratiques abusives lancée en 2003. La Gambie se classe 91<sup>e</sup> sur 178 pays dans l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International pour 2010.

## Contexte social et développement des ressources humaines

La Gambie a enregistré des progrès significatifs dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment en ce qui concerne la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim, la scolarisation primaire, la place des femmes dans les secteurs non agricoles, la vaccination des enfants, l'intégration du développement durable dans les politiques nationales et le développement de partenariats mondiaux. Cependant, beaucoup reste à accomplir pour réduire de moitié la pauvreté extrême, atteindre le plein emploi des jeunes et des femmes, éliminer la discrimination de genre, réduire la mortalité maternelle et infantile et faire reculer le VIH/sida et le paludisme.

La pauvreté demeure forte, et beaucoup plus marquée dans les zones rurales que dans les villes. Selon l'*Integrated Household Survey 2003/04* (2007), 58 % de la population vivaient avec moins d'1 USD par jour en 2003, contre 68 % en 1998. Par ailleurs, plus des deux tiers de la population rurale étaient situés au-dessous du seuil de pauvreté, contre 6.6 % à Banjul et à Kanifing et 39.6 % dans d'autres zones urbaines. Une étude d'évaluation de la pauvreté conduite en 2008 par la Banque mondiale a établi que 55.5 % des Gambiens se trouvaient en situation de pauvreté, bien loin de l'objectif du Millénaire pour le développement, qui vise un niveau de 15 % d'ici 2015.

Vecteur de grande pauvreté, le chômage représente un problème majeur. Le recensement des logements et de la population de 2003, source des données les plus récentes disponibles, montre que seulement 38 % des habitants bénéficiaient d'un emploi en 2003, contre 33 % en 1993. L'amélioration s'est concentrée dans les zones rurales, où ce taux est passé de 33.1 % à 39 % durant la même période. Dans les zones urbaines, la part des personnes possédant un travail a faiblement progressé en dix ans, de 29.4 % à 30.8 %.

La malnutrition demeure courante en Gambie. La part des enfants présentant un poids anormalement faible reste élevée, autour de 20 %, un niveau équivalent à celui de 1996. De même, les taux de mortalité maternelle et infantile ne diminuent pas aussi vite que le rythme requis pour atteindre les OMD. La vaccination contre la rougeole des enfants jusqu'à un an a été portée à 96 % en 2009, contre 87 % en 1990. Ceci explique en partie le fait que la mortalité infantile a été réduite de 75 pour mille naissances en 2003 à 67.5 pour 1 000 en 2010, soit l'objectif du Millénaire dans ce domaine.

Des progrès ont également été accomplis sur le front de la lutte contre le VIH/sida et le paludisme. En ce qui concerne le sida, l'étude du système national de surveillance sentinelle menée auprès de femmes enceintes âgées de 15 à 49 ans indique que la tendance à la hausse du VIH-1 a été inversée en 2007, après un pic constaté en 2006. De même, les chiffres issus de l'étude de surveillance sentinelle du paludisme montrent également un début de déclin. Par ailleurs, les efforts visant à garantir l'accès à une eau potable sûre se sont révélés efficaces. La part de la population disposant de cet accès s'est en effet hissée de 69 % en 1990 à 87 % en 2009, dépassant l'objectif du Millénaire en la matière, situé à 84.5 %.

La Gambie est également bien partie pour remplir les OMD dans le domaine de l'éducation. Le taux de scolarisation primaire est passé de 46.3 % en 1991 à 77 % en 2008, tandis que la proportion d'élèves arrivant au bout du cycle primaire a progressé de 88.1 % en 1992 à 96.6 % en 2006. Par ailleurs, le taux d'alphabétisation parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans a été porté de 48 % en 1991 à 62.9 % en 2003. Rappelons que l'objectif du Millénaire visait 72 % de cette tranche d'âge en 2015.

Le taux de scolarisation secondaire s'inscrit également en hausse, à 50.8 % en 2008, contre 34.9 % en 2000. L'écart brut entre garçons et filles dans ce domaine s'est considérablement réduit, passant de 7 % en 2000 à 1.5 % en 2008. En accord avec le plan stratégique pour l'éducation du gouvernement 2006-2015, les partenaires de développement ont contribué à ces résultats par le biais d'un certain nombre de projets. La part moyenne globale de l'éducation de base et secondaire dans les budgets 2008 et 2009 s'est établie à 15.6 %, tandis qu'elle représentait 10 % de l'Aide publique au développement (APD) bilatérale durant la même période. Malgré ces progrès, la qualité de l'éducation demeure un problème.